

Les mobilisations pour le climat s'amplifient partout dans le monde

Greenpeace https://www.greenpeace.fr/climat-mobilisation-generale-contre-linaction/?utm_medium=190131_PushInfo_newsletter_43466&utm_source=email&utm_campaign=Instit-Newsletter

Rendez-vous pour une grande marche à Paris et dans toute la France le 16 mars !

Le 25 janvier 2019

Partout dans le monde, les mobilisations pour le climat s'amplifient. Des recours en justice dans plusieurs pays aux dizaines de milliers de lycéens qui manifestent en Belgique ou en Suisse, les populations font entendre leurs craintes face à un avenir qui s'assombrit comme le montrent les rapports scientifiques qui se succèdent. En France, plus de 150 mobilisations ont été organisées le week-end dernier, et une grande marche est prévue le 16 mars. Alors que le gouvernement ouvre le "grand débat" sans prendre la mesure des changements de fond à entreprendre, continuons toutes et tous à nous mobiliser !

Les recours en justice font tâche d'huile

Que ce soit en Suisse avec le [mouvement des Aînés](#), en Irlande avec l'ONG [Friends of the Irish Environment](#) ou aux Pays-Bas où une [décision sans précédent](#) a été rendue en faveur de la justice climatique, les procès contre l'inaction des États face au changement climatique se multiplient.

En France aussi, la mobilisation pour le climat bat des records : [plus de deux millions de personnes](#) soutiennent l'initiative l'Affaire du siècle, lancée par quatre ONG (dont Greenpeace) qui demandent des comptes à l'État français, devant les tribunaux, pour sa négligence en matière climatique. Le maire de Grande-Synthe, Damien Carême, a déposé quant à lui [une plainte devant le Conseil d'État](#) contre l'État français pour le « non respect de ses engagements climatiques ».

Les entreprises polluent, l'État regarde ailleurs

Pendant ce temps, le gouvernement fait la sourde oreille et les [émissions de la France repartent à la hausse](#). **Make our planet great again ? Oui, mais pas tout de suite.** La priorité, derrière les beaux discours de façade, semble bel et bien pour le gouvernement de **préserver avant tout les intérêts des multinationales françaises** alors que leurs activités, faute de régulation contraignante, contribuent fortement aux changements climatiques.

Aucune mesure n'est prise pour sérieusement prendre le problème à la racine, et le "grand débat" omet volontairement de nombreux sujets liés à l'impérieuse nécessité de protéger le climat.

« Justice pour la planète et ses habitants », tel est le message qu'on porté les militants de Greenpeace lors du sommet de Davos, en janvier 2018. ©Greenpeace/Lumina Obscura

Ainsi, d'après un [récent rapport](#) les **émissions de CO₂ des sites les plus polluants du pays ont augmenté de 5 %** en 2017 et ces émissions, notamment issues d'entreprises du CAC 40, échappent largement à la fiscalité carbone. Ce [rapport](#) précise aussi que, entre 2010 et 2017, les impôts versés

par les **entreprises du CAC 40** ont baissé de 6,4 % en valeur absolue, alors que leurs bénéfices cumulés ont augmenté de 9,3 %. Quant aux dividendes versés aux actionnaires, ils ont progressé de 44 % en valeur absolue sur la même période, tandis que les effectifs en France ont baissé de 20 %.

Quand va-t-on enfin taxer ces entreprises pour rétablir la justice sociale et climatique ?

Les exemples du manque d'action et des contradictions du gouvernement ne manquent pas. Les [forages pétroliers exploratoires](#) de Total ont été autorisés au large de la Guyane, en dépit de la loi sur les hydrocarbures. Et, alors qu'Emmanuel Macron avait annoncé que toutes les [centrales à charbon](#) seraient fermées d'ici à 2022, une exception pourrait être faite à Cordemais, en Loire-Atlantique dont la [conversion en biomasse](#) par EDF pourrait avoir des impacts désastreux....

Les rapports alarmants s'enchaînent

Le climat bat lui aussi de tristes records. Le [Groenland](#) n'a jamais fondu aussi vite, et c'est le même constat à [l'autre extrémité de la planète](#).

Après les experts du [GIEC](#), ce sont ceux du [World Resources Institute](#) qui tirent à leur tour le signal d'alarme : **les progrès pour diminuer les émissions sont insuffisants** dans la majorité des secteurs clés, notamment l'énergie, les transports et l'utilisation des sols, si l'on veut conserver une chance de ne pas franchir le seuil fatidique de 1,5 °C de réchauffement planétaire.

Le gouvernement doit agir pour la justice climatique, sociale et fiscale

Au niveau national, les [solutions pour diminuer les émissions](#) sont connues, qu'il s'agisse de taxer les entreprises polluantes ou de réformer les secteurs de la mobilité, du logement ou de l'agriculture.

Au niveau européen, des solutions existent aussi ! Le "[moteur](#)" [franco-allemand](#) doit mettre un coup d'accélérateur contre les changements climatiques et carburer aux énergies vertes.

Après le succès des manifestations du week-end dernier, nous vous donnons rendez-vous pour une grande marche à Paris et dans toute la France le 16 mars ! Une grève mondiale pour le climat est également prévue le 15 mars, à l'initiative de la jeune militante suédoise Greta Thunberg qui a [lancé un appel à la jeunesse mondiale](#) pour l'inciter à réclamer des actions concrètes contre le changement climatique.

Continuez aussi à vous mobiliser pour l'[Affaire du Siècle](#) en soutenant notre recours en justice contre l'inaction du gouvernement.